



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES
PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU
URBAIN « PEMU »



CELLULE D'EXECUTION DES PROJETS-EAUX (CEP-O)

REGIE DE DISTRIBUTION D'EAU (REGIDESO S.A.)

**PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)
POUR LES TRAVAUX D'AEP DE LA VILLE DE KINDU**

RESUME EXECUTIF

MAI 2018

RESUME EXECUTIF

- **Contexte**

Le Projet d'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain appelé « PEMU » a été mis en place par la République Démocratique du Congo dans le cadre de sa reconstruction post-conflit et vise à augmenter substantiellement la production d'eau potable, qui est largement inférieure à la demande potentielle et à réduire les pertes de facturation d'eau dans les réseaux de distribution et les branchements.

Le projet initial qui a démarré en décembre 2009 a couvert les villes de Kinshasa, Matadi et Lubumbashi. Afin de consolider les acquis et surtout de couvrir d'autres villes de la RDC, cette dernière a sollicité et obtenu auprès de la Banque mondiale un Financement Additionnel au PEMU de 166 millions de dollars américains. Ce Financement Additionnel comprend entre autres activités, la poursuite de la réforme du secteur de l'eau, la réhabilitation d'anciennes canalisations, l'extension du réseau, la construction de stations de pompage et de stations de traitement dans les trois villes du projet initial ainsi que dans la ville de Kindu.

Concernant la ville de Kindu, les nouvelles activités prévues dans le cadre du Financement Additionnel au PEMU sont :

- la construction d'un nouveau captage d'eau brute de 600 m³/h sur le fleuve Congo
- la pose d'une nouvelle conduite de refoulement d'eau brute DN 400 FD, longueur 175 m
- l'installation d'une Unité compacte de traitement d'eau de 600 m³/h
- la construction d'une bache d'eau traitée de 600 m³ et d'une station de pompage d'eau traitée de 600 m³/h
- l'installation d'un groupe électrogène de 620 kVA
- la pose d'une nouvelle conduite de refoulement d'eau traitée DE 500 PEHD, longueur 4 403 m
- la construction d'un nouveau château d'eau de 1.000 m³
- la pose de nouvelles conduites de réhabilitation et d'extension du réseau de distribution totalisant 12 km (hormis la conduite DE 500 PEHD)
- l'exécution de 1 000 nouveaux branchements sociaux et la construction de 50 nouvelles bornes fontaines.

La mise en œuvre de ce projet dans la ville de Kindu entraînera certainement des impacts environnementaux et sociaux. .

- **Justification du Projet**

La forte croissance de l'agglomération de Kindu et la nécessité d'entretenir et de renouveler les installations de traitement des eaux existantes ont poussé le Gouvernement de la République Démocratique du Congo à solliciter l'incorporation de la ville de Kindu dans le financement Additionnel du projet PEMU accordé par la Banque Mondiale à la RDC.

En effet les besoins actuels de la ville de Kindu sont estimés à environs à 9 700 m³/jour alors que la production actuelle est estimée entre 4000 m³/jour (pour un fonctionnement de 20 heures par jour) et 1 200 m³/jour (pour un fonctionnement de 6 heures par jour).

Il se dégage un déficit réel variant entre 5 700 m³/jour et 8 500 m³/jour.

- **Principe et objectifs du PAR.**

Les objectifs du plan de réinstallation sont de mettre en place les mécanismes d'atténuation des impacts sociaux afin de prendre en compte les impacts du déplacement involontaire des populations affectées par le Projet, en leur permettant de reconstituer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie. Il s'agit également de restaurer les moyens de production et les revenus au niveau individuel et collectif supérieur ou égal à la condition initiale.

Le présent PAR est préparé en se conformant aux objectifs suivants :

- minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition de terres, en examinant toutes les alternatives viables dès la conception du projet ;
- s'assurer que les personnes affectées par le projet (PAP) sont consultées effectivement en toute liberté et dans la plus grande transparence et ont l'opportunité de participer à toutes les étapes majeures du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ;

- s'assurer que les indemnités, s'il y a lieu, sont déterminées de manière participative avec les PAP en rapport avec les impacts sociaux subis, afin de s'assurer qu'aucune d'entre elles ne soit pénalisée ;
- s'assurer que les personnes affectées y compris les personnes vulnérables soient assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, ou du moins de les rétablir en termes réels à leur niveau d'avant le déplacement ou à celui d'avant la mise en œuvre du projet, selon le cas le plus avantageux pour elles ; et
- s'assurer que les activités de réinstallation involontaire et de compensation soient conçues et exécutées en tant que programme de développement durable, fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour que les personnes affectées par le projet aient l'opportunité d'en partager les bénéfices.

- **Cadre réglementaire de la réinstallation**

Les textes juridiques nationaux en la matière ont été considérés, notamment la loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980, la Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement.

Toutefois, la législation nationale et la PO 4.12 de la Banque Mondiale présentent de concordance en matière d'expropriation, notamment sur le principe d'évaluation, la date butoir et le type de paiement. S'agissant des personnes éligibles à une compensation, il se dégage un léger rapprochement entre la législation congolaise et la PO 4.12. Plus restrictif, le droit de la RDC met l'accent en particulier sur les détenteurs de droits reconnus par la loi.

Par contre, on note une discordance importante sur le reste des points. Pour cette raison, la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale, plus avantageuse aux populations impactées, sera appliquée pour guider le processus d'expropriation et compensation dans le cadre de la mise en œuvre dudit PAR.

- **Caractéristiques socio – économiques et environnementales**

Sur le plan humain et socio-économique, le projet est localisé dans la ville de Kindu (Communes de Kasuku et de Mikelenge).

Les installations rencontrées dans l'emprise du projet sont de type durable, semi durable et précaire et on y rencontre des champs (de manioc, de légumes, etc) et des arbres tant fruitiers que ornementaux.

- **Résultats des enquêtes socio - économiques**

Les enquêtes effectuées dans l'emprise du projet ont permis de recenser les biens ainsi que les personnes affectées par le projet (PAP).

Dans le cadre de cette étude, la PO 4.12 sera appliquée pour assurer une meilleure prise en charge des PAP.

L'analyse des données a permis de faire un état des lieux des PAP comme l'illustre le tableau ci-après :

1	Localisation du projet	Kindu/RDC
2	Communes concernées	Kasuku, Mikelenge
3	Budget du PAR	98 136 USD
4	Date butoir	10 novembre 2017
5	Nombre de ménages affectés par le projet	71
6	Nombre de personnes affectées par le projet ¹	568
7	Perte des terrains incultes (emphytéose)	3
8	Perte d'arbres fruitiers	50
9	Perte des cultures (m ²)	4189
10	Traversée des parcelles	2
11	Perte des Kiosques fixes (m ²)	9

¹ En tablant sur une taille moyenne de 8 personnes par ménage

12	Perte des boutiques et hangars (m ²)	14
13	Perte des maisons semi-durables	2
14	Perte de câble électrique	1
15	Perte de pavement ou rampe en béton (m ²)	7

- **Eligibilité**

Trois catégories de personnes sont éligibles à la compensation. Il s'agit de :

- les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
- celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres -sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois en vigueur en RDC notamment la loi n° 77-001 du 22 février 1977), ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ; et
- celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

Le recensement des PAP s'est déroulé du 06 au 10 novembre 2017 à Kindu.

- **Date buttoir**

La population a été sensibilisée à ne plus s'installer dans les emprises des tracés des canalisations ou dans les sites des travaux.

Dès l'obtention du marché du PAR et conformément aux dispositions de la PO 4.12, la date buttoir a été fixée au **06 Novembre 2017** correspondant au début de l'opération d'inventaire détaillé.

- **Sélection des sites de réinstallation**

Les PAP concernés par ce projet sont soit de la catégorie c) ou soit de la catégorie a) mais n'habitent pas leurs parcelles restées vides et utilisées pour les cultures.

Certains établissements des PAP seront affectés par le projet ; les PAP ainsi affectés recevront une indemnisation pour reconstruire leurs biens, pour se déplacer vers une maison de location et dès que la construction de l'établissement de compensation sera terminée, ils se déplaceront une deuxième fois pour y réinstaller leurs marchandises.

C'est ce qui explique le terme de double déménagement utilisé dans cette étude.

- **Gestion des plaintes**

La gestion des plaintes doit se faire dans le cadre d'une Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLRC). Cette commission comprendra :

- le Maire de Kindu comme président de la commission ;
- les Responsables des Sous-cellules Environnementale et Sociale de CEP-O/REGIDESO ;
- le Directeur Provincial de la REGIDESO/Maniema
- un Représentant du Ministère de l'Environnement et des Affaires Foncières
- un Représentant du bourgmestre de la commune de Kasuku et un Représentant du Bourgmestre de Mikelenge ;
- un Représentant du Comité Local des Personnes Affectées par le Projet (CLPAP).
- un Représentant de l'ONG chargée de la mise en œuvre du PAR

Les PAP sont conscients que le mécanisme de gestion à l'amiable des conflits est plus bénéfique que la saisie des juridictions publiques. Cela est conforme à l'esprit de la PO 4.12 de la Banque Mondiale qui est de résoudre tout problème au niveau local et à l'amiable.

Au-delà de l'option ci-dessus, le PAP peut saisir le tribunal de grande instance. Cette démarche suppose que le PAP dispose des moyens nécessaires (financiers et intellectuels) pour faire prévaloir ses droits et se faire justice.

Nous estimons que trois (3) semaines sont suffisantes pour la gestion des plaintes. Ce temps pourra être réparti comme suit :

- Une semaine pour les PAP pour déposer leurs plaintes au niveau du chef de quartier qui transmettent à la commune ;

- Une semaine pour prendre connaissance des différentes plaintes et convoquer une session de la Commission locale de Conciliation ;
- Une semaine pour la commission pour traiter l'ensemble des plaintes.

- **Dispositif de mise en œuvre du PAR**

Une ONG locale sera recrutée par la CEP-O/REGIDESO pour la mise en œuvre du PAR. Cette ONG pourrait être appuyée par la Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLRC). L'ONG et la CLRC auront une responsabilité centrale dans la coordination des différentes activités de compensation. Elles devraient mobiliser tous les acteurs pour la mise en œuvre des activités prévues dans le présent rapport. Les indicateurs à suivre seront :

- Le nombre des PAP indemnisées
- le paiement de la compensation aux différentes catégories de PAP, selon la politique de compensation décrite dans ce PAR ;
- l'information du public, la diffusion de l'information et les procédures de consultation;
- l'adhésion aux procédures de redressement des torts, le nombre de plaintes enregistrées, le nombre des plaintes résolues, et la période moyenne nécessaire pour résoudre une plainte ;
- la satisfaction des PAP avec les opérations d'indemnisation et de réinstallation.

- **Chronogramme de mise en œuvre du PAR**

Les activités de mise en œuvre du PAR seront réalisées selon un chronogramme prévisionnel ci – après :

Etapes/Activités	Mai 2018			Juin 2018			Juillet 2018					
	2	3	4	2	3	4	2	3	4	2	3	4
Etape 1: Validation du PAR et mobilisation des fonds												
Etape 2: Dépôt d'un exemplaire du PAR à la Mairie de Kindu, aux communes de Kasuku et Mikelenge ainsi qu'à la REGIDESO/Kindu												
Etape 3: Réunion d'information des PAP												
Etape 4 : Signature des protocoles l'indemnisation indiquant le montant de la compensation, les objectifs de la compensation, les obligations des parties (affectées et projet)												
Etape 5: Remise de la compensation												
Etape 6: Libération des couloirs, des sites et clôture du dossier individuel. Rédaction du Rapport de mise en œuvre du PAR												

NB : les travaux ne devront débuter qu'après paiement des indemnisations et libération des couloirs et des sites

- **Suivi et évaluation du PAR**

Le suivi-évaluation relève de la responsabilité de la CEP-O/REGIDESO et les Divisions des affaires Foncières ainsi que les autorités communales avec l'appui des consultants qui produiront un rapport de suivi chaque mois pendant au moins six (6) mois.

- **Consultations des populations**

Il y a eu deux types de consultation des populations à Kindu dans le cadre de l'élaboration du PAR. Ces deux types de consultation sont les suivants :

a) Consultation publique des populations

Cette consultation s'est déroulée dans la période du 01 au 03 novembre 2017.

Elle a donné lieu à une réunion (un atelier) qui s'est tenue le 02 novembre dans la Salle des

conférences de la Procure du Diocèse de Kindu couplée à une série des réunions en groupes avec les PAP dans leurs sites respectifs ainsi qu'à des entretiens individuels avec les concernés.

Ces séances ont permis aux PAP d'être informés sur les conditions d'éligibilité, les modes de calcul et de compensation, la date buttoir et le mécanisme de gestion des plaintes.

b) Consultation spécifique des PAP

Cette consultation s'est déroulée dans la période du 04 au 10 novembre.

Elle a donné lieu à:

- un recensement des PAP du 06 au 10 novembre par 18 enquêteurs recrutés pour l'occasion;
- une réunion (atelier) spécifique des PAP tenue le 08 novembre dans la parcelle du siège de la Direction Provinciale de La REGIDEO/Maniema.

Au cours de cette réunion, il a été mis en place un Comité Locale des Personnes Affectées par le Projet (CLPAP)

- des séances de Validation des données, de discussions et de négociation avec les PAP sur les points de divergence. Entre le 08 et le 10 novembre.

De façon générale, les populations affectées par le projet perçoivent positivement le projet. Elles estiment qu'il constitue un facteur de développement et de progrès social pour le pays, car l'amélioration du taux d'accès à l'eau potable favorise le développement de la population et attendent avec impatience le début des travaux.

L'essentiel des préoccupations et craintes exprimées sont relatives à :

- La perte de parcelles agricoles et de revenus ;
- L'utilisation de la main d'œuvre locale ;
- L'indemnisation des PAP pour les pertes de cultures et de revenus ;
- la période de démarrage des travaux,
- l'implication des autorités locales dans la mise en œuvre du projet
- la pollution du fleuve Congo par les ordures ménagères et les établissements installés.

En réponse à ces préoccupations soulevées par les PAP, le Consultant leur a expliqué leurs droits en matière de réinstallation ainsi que les options qui leur sont offertes par le projet (en nature, en espèces ou sous une autre forme).

La majorité des PAP ont souhaitées être compensées en espèces.

La consultation publique a permis de faire les recommandations suivantes :

- Informer et sensibiliser les parties prenantes sur les spécificités et les exigences des financements de la Banque Mondiale (PO 4.12).
- Prévoir une indemnisation pour les biens affectés même si l'ensemble des acteurs est conscient être installé avec l'autorisation des autorités administratives et des responsables de la REGIDESO;
- Commencer et terminer les travaux le plus rapidement possible;
- Recruter localement la main d'œuvre;
- Impliquer les autorités locales dans la mise en œuvre du projet;
- Informer les acteurs du démarrage des travaux en organisant un atelier;

• **Estimation du Budget global du PAR.**

Le coût global du PAR, y compris sa mise en œuvre, est de **98 136 \$US**. Ce montant est réparti comme suit :

N°	Désignation	Montant (\$US)
1	Budget des indemnisations pour les PAP	73 315
2	Coût estimé de la mise en œuvre et Suivi du PAR	5 900
3	Coût estimé de l'Audit social relatif au PAR	10 000
4	Sous-Total	89 215
5	Imprévu (10%)	8 921
6	Budget global du PAR	98 136

EXECUTIVE SUMMARY

- **Context**

The project of potable water supply in towns, called PEMU, has been set up in the Democratic Republic of the Congo, a post conflict country, in order to increase the production of drinking water currently insufficient to answer the upward request of people in one hand and to reduce water billing loss in the other hand.

Initial plan starting in December 2009 covered the cities of KINSHASA, MATADI and Lubumbashi. In order to consolidate knowledge of this first plan, the DRC solicited and got from the World Bank an additional financing of 166 million of US dollars, which includes following activities: The chase of the REGIDESO' reform; Building of a new drinking water process plant, The rehabilitation of old pipes and pumping station...; Extension of primary, secondary and tertiary networks and service sectors as well as the pose of particular connections and building of fountains milestones.

For this additional financing, the city of Kindu has been added to the previous three cities. Thus, four cities are now concerned by PEMU-FA: Kinshasa, Lubumbashi, Matadi and Kindu.

Concerning the city of Kindu, following activities have to be implemented on the component of urban hydraulic facilities:

- Building of a new water collecting plant with 600 m³/h of capacity on the Congo River;
- Setup of a new brut water repulsing pipe DN400FD with 175m of length;
- Building of a new drinking water process plant of 600m³/h bulk;
- Building of a 600m³ bulk pure drinking water tarp and pumping station;
- The purchasing and setup of a 620 kVA Generator;
- Setup of a new refined water repulsing pipe of ED 500 HDPE and 4403m of length
- Setup of a new 1000m³ of bulk water tank;
- Pose of new pipes for Rehabilitation, enforcement and extension of dispensing networks, up to 12 km of length
- Erection of 1000 new social water point connections; and building of 50 additional fountains milestones

A plan relating to building or rehabilitation of hydraulic facilities is likely to generate impacts which can cause negative effects on environment.

- **Justification of plan**

Due to overcrowding of people in the city adding to the vesture of water dispensing networks, the production of water in Kindu city doesn't answer the need of populations. This led the Government to include the city of Kindu in the plan of potable water supply in towns through the additional financing the DRC solicited and got from the World Bank.

Presently, the estimation needs of Kindu in term of drinking water is 9 700m³ per day, while its actual water production is estimated to 4000m³ per day (with 20h/day of work). There still a lack of 5700m³/day to 8500m³/day.

- **Principles and objectives of Resettlement Action Plan (RAP)**

Involuntary resettlement may cause severe long-term hardship, impoverishment, and environmental damage unless appropriate measures are carefully planned and carried out. For these reasons, the overall objectives of the resettlement action plan are the following:

- Involuntary resettlement should be avoided where feasible, or minimized, exploring all viable alternative project designs.
- Where it is not feasible to avoid resettlement, resettlement activities should be conceived and executed as sustainable development programs, providing sufficient investment resources to enable the persons displaced by the project to share in project benefits.
- Displaced persons should be meaningfully consulted and should have opportunities to participate in planning and implementing resettlement programs and informed about their options and rights pertaining to resettlement.
- Displaced persons should be assisted in their efforts to improve their livelihoods and standards of living or at least to restore them, in real terms, to pre-displacement levels or to levels prevailing prior to the beginning of project implementation, whichever is higher.

- **Resettlement legal instruments**

The national legal texts in the issue were taken in account, such as the law n°73-021 of July 20, 1973 on property general policy, land and building policy and warranty policy as presently changed and supplemented by the law n°80-008 of July 18, 1980; the law n°77/01 of February 22, 1977 on expropriation measures due to the state utility and the law n°11/009 of July 9, 2011 on basic principles relating to the protection of the environment.

However, comparing national legislation and World Bank OP 4.12, there are some points of concordance regarding expropriation, including principle of assessment, Cut-off date and payment type. Regarding the eligible people for compensation, there emerges a light convergence between the Congolese legislation and the WB OP 4.12 although the DRC right emphasize in particular on holders of rights recognized by law. On the other hand, we note a significant discordance on the rest of the points. For this reason, the World Bank's Operational Policy 4.12 will be applied, since it's favourable for squatters, to guide the process of expropriation and compensation in the implementation of this RAP.

- **Socio-economics and environmental Characteristics**

The project will be implemented in the province of Maniema, city of Kindu especially in the districts of Kasuku and Mikelenge.

The habitat is of modern type composed by houses with big, medium and low social status principally. Vegetable fields are also found in the hold of plan and on the different lines, as well as some trees (mango-trees, bananas, oranges).

- **Results of socio-economic study**

Socio study-economic performed allowed to take a census and to characterize the property of PAP and their mode of life as part of this study, PO4,12 will be applied to assure better one take care of PAP.

The analysis of data allowed to make an appraisal of PAP as illustrates the picture Bellow:

1	Project Location	Kindu/RDC
2	Concerned townships	Kasuku & Mikelenge
3	RAP Budget	98 136 \$US
4	Cut-off Date	November 10 th , 2017
5	Number of Affected Households	71
6	Number of Affected Peoples	568
7	Loss of barren lands	3
8	Loss of fruity trees	50
9	Loss of vegetables (m ²)	4189
10	Passage in a land	2
11	Loss of fixed Kiosks (m ²)	9
12	Loss of commercial shelters (m ²)	14
13	Loss of houses (medium-wearing)	2
14	Loss electric cable	1
15	Loss of concrete paving (m ²)	7

- **Criteria Eligibility**

Affected persons are classified in one of the following three groups:

- a. Those who have formal legal rights to land (including customary and traditional rights recognized under the laws of the country);
- b. Those who do not have formal legal rights to land at the time the census begins but have a claim to such land or assets--provided that such claims are recognized under the laws of the country (such law n°77-001 of February 22,1977) or become recognized through a process identified in the resettlement plan; and
- c. Those who have no recognizable legal right or claim to the land they are occupying.

- **Cut-Off-Date**

The consultant sensitized populations not to establish anymore in the corridor of water pipe. From the getting of the market of RAP and in accordance with the dispositions of P.O.4.12, the deadline was fixed on November 6th, 2017 corresponding on the day the global census operation started.

- **Selection of the sites of reinstatement**

No reinstatement is planned since the implementation of plan will cause only a temporary displacement. Thus, PAP will have the possibility of replacing their property after the execution of jobs.

However, some PAP will be affected on income sources level by loss of trading infrastructures. To address this covered impacts, the PAP will be provided with prompt and effective compensation for: building of a new infrastructure, the rent of a transit location and a moving allowances from the former affected areas to the transit location as well as from the transit location to the new built infrastructure.

- **Management of complaints**

A local committee of reinstatement and of reconciliation in charge to manage all complaints will be setup. Its members are:

- The Mayor of Kindu;
- The CEP-O/REGIDESO representative (Environment & Social Unit);
- The REGIDESO Provincial Office Head;
- The Environment and land affairs Department Representative
- The representative of the urban police.
- The Kasuku and Mikelenge townships Councils;
- The Project Affected Peoples Representative;
- The representative of a NGO in charge of the RAP implementation.

Taken into account the occupation of the public domain for exercise of the activities, PAP are conscious that the mechanism of amicable management of conflicts is more advantageous than the court process. This complies with the mind of O.P.4.12 of the World Bank which is to resolve any problem at local and amicable level.

Beyond option below, the PAP can grab higher level court; this step assumes that the PAP disposes of necessary means (financiers and intellectuals) to predominate its rights and to get justice.

We think that three weeks are sufficient for the management of complaints. That time will be divided as follows:

- One week for PAP to lodge their complaints at the level of the leader of district who transmits in the village.
- One week to acquaint itself with different complaints and to call a session of the local committee of reconciliation.
- One week for committee to treat all complaints.

- **DEVICE OF IMPLEMENTATION OF RAP**

REGIDESO will undertake to recruit a local NGO for the implementation of RAP. This one will be accompanied by the local committee of reinstatement and of reconciliation.

The NGO and CLRC will have a central responsibility in the coordination of the different activities of compensation. They should mobilize all actors for the implementation of activities envisaged in the present report. Indicators to be followed will be:

- The number of covered PAP.
- The payment asset to each group of PAP, according to the operation policy;
- The communication and consultation strategies;
- The manner how all stockholders are involved to address the covered impacts;
- The number of registered complaints, etc.
- The feedback of covered PAP after being indemnified and resettled.

- **Calendar of implementation of RAP**

Activities will be carried out accordingly as followed:

Etapas/Activités	May 2018				June 2018				July 2018			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Stage 1: Validation of RAP and mobilization of funds	■	■										
Stage 2 : Delivering of RAP copy to the mayer of Lubumbashi, the head of 2 township and other stockholders		■	■									
Stage 3: meetings of information of PAP and stockholders			■	■								
Stage 4 : Signature of MOU with PAP pointing out the sum of compensation, obligations of parties (PAP and Project)					■	■						
Step 5: delivery of compensation							■	■				
Stage 6: Releasing of the work site and closure of personal files. Writing of the implementation report of RAP									■	■	■	■

Note: jobs will have to start only after payment of indemnity and liberalization of corridors

- **Monitoring and Evaluation of RAP**

The monitoring-Evaluation raises the responsibility of REGIDESO and the divisions of land affairs as well as township authorities with the help of the consultants who will produce a report of monitoring every month during at least six months.

- **Public consultations**

Consultations were led in two levels:

a) With all the city leaders: from 1st to November 3rd, 2017. It gave results to a meeting (a workshop) which was held on November 2nd, 2017 in the Conference Room of the Procure of the Diocese of Kindu, coupled to a series of focus groups as well as individual interviews with the PAP in their respective sites.

These sessions helped the PAP to be informed on the eligibility conditions, the modes of calculation and compensation, the cut-off date and grievance resolution mechanism.

b) From 6th to 10th November, with the affected people.

In sideline following activities were carried out:

- A general census of PAP from 6th to 10th November, 2017.
- A workshop with identified PAP hold at the REGIDESO/Maniema Provincial Office; during which an affected people committee was setup. (November 8th, 2017).
- Census data's validation meetings (8th to November 10th, 2018)

People are generally enthusiastic toward the project, due to the fact that the quality of the water will be improved boosting the development. But it did not prevent them from expressing some fears, for example:

- loss of lands and income sources;
- Recruitment of local labors;
- Indemnity of the affected people;
- Start-up period of jobs;
- Cloaking of trenches after jobs;
- Loss of times, especially if jobs delay.
- Implicate the local authorities in project implementation
- Organize mobilization campaign at the beginning of the jobs
- Pollution of the Congo River from surrounded household's rubbish.

- **The RAP Cost Estimation.**

The general cost of RAP operations is **98 136 \$US** retorting as follow:

N°	Subject	Data (\$US)
1	Budget of compensation	73 315

2	Cost of the implementation, monitoring & Evaluation of RAP	5 900
3	Cost of the Social Audit of RAP	10 000
4	Sub-total	89 215
4	Mislesium (10%)	8 921
5	Total budget of the implementation	98 136

RÉSUMÉ EXÉCUTIF EN SWAHILI / KIFUPI CHA KAZI ZA MRADI

- **Chanjo la Mradi**

Mradi mujini waku sambaza maji safi ya kunywa « PEMU » ume andaliwa na Jamuhuri ya Udemocratia ya Kongo kwaku boresha afia ya wa kaaji kupitiya utengenezaji na usambazaji wa maji safi ya kunywa. Hadi sasa, sehemu ya maji inayo safishwa na ku sambaza kwa wakaaji ume kuwa chini sana kutizama itaji kubwa ya wakaaji sababu ya uaribifu wa pipe na mitandawo mengine ya usambazaji wa maji ya kunywa.

Mradi wa awali, ulioanza desemba 2009, ume andaliwa ndani ya miji ya kinshasa, matadi na lubumbashi. Kaajili ya kuimarisha mali zake na kupanua shughuli zake kwa miji mingine huko, DRC yameomba na kupata fedha ya zaidi (PEMU-FA) kutoka kwa benki ya dunia kwa inayo fika milioni 166 ya dola ya kimarekani.

Fedha hii ya ziada inajumuisha na ku boresha shughuli nyingine kamavile: marekebisho ya muenendo wa kambuni ya REGIDESO SA, ukarabati wa mabomba ya zamani na vituo vya kusukumia. Ujenzi wa tata mpya ya matibabu na usafishaji ya maji ya kunywa huko Kinshasa na ugani wa mitandao ya msingi, ya sekondari na ya juu pamoja na kuwekewa kwa uhusiano maalum, mita za maji na ujenzi wa mabomba. Miji inayohusika na PEMU-FA ni Kinshasa, Lubumbashi, Matadi na Kindu.

Kuhusu mji wa Kindu, kazi zinazo andaliwa ni izi:

- Ujezi kwa bandari mpya (yenye uwezo wa 600 m³/h) kyaajili yaku kokota maji yasiyo safi ya muto Kongo
- Kuwekwa udongoni kwa pipe DN 400 FD mpya ya ku fukuza maji chafu, yenye urefu wa 175 m
- Ujenzi wa tata mpya ya matibabu na usafishaji wa maji lenye uwezo wa 600 m³/h
- Ujenzi wa hema ya maji safi piya jengo laku sukuma maji yenye uwezo wa 600 m³
- Uwekaji wa generator kubwa lenye uwezo wa 620 kVA
- Kuwekwa udongoni kwa pipe DE 500 PEHD mpya ya ku fukuza maji safi, yenye urefu wa 4403 m
- Ujenzi wa tanki mpia ya maji lenye uwezo wa 1.000 m³
- Kuboresha na kuwekwa kwa mitandawo ya usambazaji wa maji ya kunywa lenye urefu wa 12 km (bila ku esabu pipe DE 500 PEHD)
- Ungaji na ufungaji wa uhusiano mpia 1000 wa kijamii na ujezi wa bomba mpia ya maji 50 .

Utalamu uonesha ya kwamba shuruli izo lazma zi atharishe mazingira na hata uwenda kusababisha uhamisho wa kiuchumi au wa kimwili wa watu.

- **Sababu ya RAP**

Kuongezeka kwa wakaaji wa muji Kindu uki lazimisha ku boreshwa kwa mitandawo ya usambazaji wa maji ya kunywa, ume sukuma DRC ku shurulikia muji wa Kindu katika mradi wa PEMU-FA.

kwa sasa, Itaji ya maji safi la muji ya kindu lina kadiriwa kuwa 9 700 m³/siku. Ila uwezo la usafishaji na usambazaji maji wa sasa unakadiriwa kuwa 4000 m³/siku ya saa 20 ama 1200 m³/siku ya saa 6. inaonesha ukosefu sa 5700m³/siku hadi 8500m³/siku

- **Kanuni za RAP na malengo.**

Malengo ya mpango wa upyaji wa makazi ni kuanzisha mifumo ya kupunguza uwezo wa jamii kwa kuzingatia athari za makazi ya watu wasiohusika na Mradi huo, na kuwawezesha kujenga upya maisha yao na kiwango cha maisha yao.

Pia ni suala la kurejesha njia za uzalishaji na mapato kwa ngazi ya mtu binafsi na ya pamoja juu au sawa na hali ya awali.

RAP hii imeandaliwa kwa mujibu wa malengo ya jumla ya Sera ya Uendeshaji wa Benki ya Dunia 4.12 juu ya urejeshaji usiojibika ambao ni kama ifuatavyo:

(a) Jitihada zitafanywa ili kuepuka, iwezekanavyo, au kupunguza upyaji wa kujihusisha kwa kujifunza njia zote zinazowezezana katika kubuni mradi;

(b) Wakati uhamiaji hauwezekani, shughuli za urekebishaji zinapaswa kuundwa na

kutekelezwa kwa njia ya mipango ya maendeleo ambayo hutoa watu wa makazi yao kwa njia za kutosha za uwekezaji ili kutambua manufaa ya mradi huo. Watu waliopotea wanapaswa kushauriana kwa ufanisi na kupewa fursa ya kushiriki katika kupanga na utekelezaji wa programu za upyaji;

(c) Watu waliopotea wanapaswa kusaidiwa katika jitihada zao za kuboresha, au angalau kurejesha, maisha yao na kiwango cha maisha, ambazo zinazingatiwa, kwa kweli, kuwa katika viwango vya wakati huo. ya awamu ya kabla ya makazi yao au ya utekelezaji wa mradi huo, kwa mujibu wa formula nzuri zaidi.

- **Mfumo wa sheria za kongo kuusu upyaji**

Mfumo wa kisheria wa uhamisho wa makazi nchini DRC unajumuisha sheria za kitaifa zinazohusika suala hilo, sera inayosimamia makazi ya kutosha na fidia huhusishwa. Maandiko ya msingi ni kama ifuatavyo:

- Katiba ya Februari 18, 2006;
- Sheria No. 73-021 ya 20 Julai 1973 juu ya utawala mkuu wa mali, ardhi na mali isiyohamishika na mfumo wa haki za usalama kama ilivyorekebisha na kuongezewa na Sheria hakuna. 80-008 ya 18 Julai 1980;
- Sheria No. 77/01 ya 22 Februari 1977 juu ya Ugawaji kwa Madhumuni ya Utility Umma.
- Sheria n ° 11/009 ya tarehe 9 Julai 2011 kuweka kanuni za msingi zinazohusiana na ulinzi wa mazingira.

Kifungu cha 34 cha Katiba ya 18 Februari 2006 kinasema kwamba uamuzi wowote wa kufadhili ni wajibu wa bunge. Sheria ya 77-001 juu ya Utaratibu wa Uharibifu wa Maafa inasema kuwa uamuzi wa urithi lazima uwe na utambulisho kamili wa watu wanaohusika na kutegemea mpango wa mali. Inachukua muda wa kufukuzwa kutoka tarehe ya uamuzi wa kufungua kwa madhumuni ya umma.

Kulinganisha sheria za kitaifa na Benki ya Dunia OP 4.12, kuna baadhi ya pointi za makubaliano kuhusu uuzaji wa mali, ikiwa ni pamoja na uchunguzi kabla ya ma lipo, tarehe ya mwisho na aina ya malipo. Ku usu watu wanaostahili kupokeya fidia Kwa upande mwingine, masiliyano ndogo piya uonekana. Ila sheria ya Kongo utiya nukta juu ya wamiliki wa haki ya ardhi. Lakini utafauti uonekana kwa ma pointi zote zingine. Kwa sababu hii, Sera ya Uendeshaji wa Benki ya Dunia 4.12, ikionekana kuwa ya faida zaidi kwa wa kaaji, itatumiwa badala ya sheria ya kitaifa ili kuongoza mchakato wa urithi na fidia katika utekelezaji wa RAP hiyo.

- **Tabia za kiuchumi na mazingira ya wa kaaji**

Mradi huo iko katika mji wa Kindu na unahusisha jumuiya Kasuku na Mikelenge. Katika kiwango cha kibinadamu na kijamii na kiuchumi, mradi utafanyika katika eneo la mkusanyiko mkubwa wa binadamu, mahali jengo kubwa na ndogo za patikana. Miundombinu kadhaa ya kibiashara imevamia njia ya kulia ya barabara na hufanya kizuizi kikuu kwa utekelezaji wa mradi huo. Pia kuna shamba ndogo ya sombe... Kuna patikana vile vile miti za matunda na za mapambo.

- **Matokeo ya uchunguzi wa kijamii na kiuchumi**

1	Makawo wa mradi	Kindu/RDC
2	Mitaa zinazo usikwa	Kasuku & Mikelenge
3	Garama ya RAP	98 136 \$US
4	Mwisho wa kuesabu walioathirika	November 10 th , 2017
5	Namba la jamii zilizo athirika	71
6	Namba la walioathirika	568
7	Namba za mpango uathirika	3
8	Uharibifu wa mitii za tunda	50
9	Uharibifu wa mimeya (m ²)	4189
10	Njiya ndogo mpangoni	2
11	Duka ndogo zilizo athirika (m ²)	9
12	Duka kubwa zilizo athirika (m ²)	14
13	Nyumba zilizo athirika (medium-wearing)	2
14	Singa la moto la utiliki lililo athirika	1

- **Kuesabiwa**

Kuhusu uhamishaji wa ngufu, Sera ya Uendeshaji wa Benki ya Dunia 4.12 yaelezea vigezo vya kustahiki zifuatazo:

- a) wamiliki wa haki ya ardhi (ikiwa ni pamoja na haki za jadi na za jadi zinazotambuliwa na sheria ya nchi);
- b) wale ambao hawana haki rasmi ya ardhi wakati wa sensa inapoanza, lakini ambao wana majina ya ardhi au vyeo vingine, ikiwa ni kama majina hayo yanatambuliwa na sheria za ardhi au inaweza kutambuliwa katika sheria za ardhi; sehemu ya mchakato uliotambuliwa katika mpango wa upyaji;
- c) wale ambao hawana haki rasmi au majina ambayo yanaweza kutambuliwa katika nchi wanazozitumia.

- **Siku ya mwisho ya uesabu**

Wa kaaji wa me subutishwa kusto kaa maratena nasafasi pipe ya maji yata wekwa. Baada yaku andaa utekelezaji wa RAP; tarehe november 6th, 2017 ime amuliwa kuwa siku ya kwanza kwaku chunguza na ku esabu watu wana sababishwa na kazi za mradi.

- **Uchaguzi wa maeneo ya uhamisho**

Utekelezaji wa RAP hautaweza kuhamisha nje watu hadi mahali mpia, ila watu wata lazimishwa kwa muda ku ondoka mahali shuruli yawo kaza kabla urejeya mwisho wa kazi zote. Wanaho usika na mupango, ni makundi (a) na (c) utimiya enewo zawo kama shamba. Lazma wa nyongwe wote upokeye malipo kama matibabu kwa tatizo mradi ita zaa kwa ma shamba na shuruli zingine za biashara, malipo yale uwasaidiya ku hama na ku panga mahali ingine kabla ya kurejehe enewo zawo mwisho wa mradi.

- **Usimamizi wa malalamiko**

Usimamizi wa malalamiko lazima ufanywe katika mfumo wa Kamati ya Udhibiti wa Maadili ya Mitaa. Tume hii itajumuisha:

- Meya wa Kindu kama kiongozi
- Mwakilishi wa CEP-O / REGIDESO;
- Kiongozi wa REGIDESO / DP Maniema;
- Mwakilishi wa Wizara ya mazingira na mambo za ardhi ;
- Mwakilishi wa munyambara wa mtaa wa Kasuku na yule wa mtaa wa Mikelenge;
- Mwakilishi wa kamati la wale walioathirika na mradi;
- Mwakilishi wa shirika lisilo kuwa lakiserkali (NGO) inayohusika na utekelezaji wa RAP.

Wiki tatu (3) zitolewa kwa kushughulikia malalamiko. Wakati huu unaweza kugawanywa kama ifuatavyo:

- ✓ Wiki moja (1) itatolewa kwa wakaaji (PAP) kuwasilisha malalamiko yao kwa kiwango cha wakuu wa wilaya ambao watawapeleka kwa manispaa mbalimbali husika;
- ✓ Juma moja (1) kutathmini malalamiko mbalimbali na kuandaa kikao cha Kamati ya Udhibiti wa Maadili ya Mitaa na Kamati ya Usimamizi wa Madai;
- ✓ Wiki moja (1) itatolewa kwa bodi ili kukabiliana na malalamiko yote.

- **Wajibu wa kufuatilia na tathmini na utekelezaji wa RAP**

Baada ya kuthibitishwa kwa RAP, CEP-O itaajiri NGO kama utekelezaji wa RAP. NGO iliyohifadhiwa itasaini Mkataba wa Maelewano na watu walioathirika kwa kiwango cha fidia (angalia mkataba wa makubalian inayo waunganishwa).

Kwa ajili ya utekelezaji wa shughuli za shamba, shirika (NGO) itafanya kazi na Kamati ya Udhibiti wa Maadili na Mitaa (CLRGL).

Vigezo vya kufuata vitakuwa:

- idadi ya PAPs fidia;
- idadi ya watu ambao wanapoteza shughuli zao zinazozalisha mapato na njia za upyaji wa kijamii na kazi
- idadi ya wamiliki wa haki na idadi ya miti kwa ajili ya kupoteza miti ya kiuchumi;
- Idadi ya malalamiko yaliyosajiliwa;

- **Muda wa utekelezaji wa RAP**

Shurudhi ya ta endenshwa kama ifwatayo:

Steps/Activities	May 2018				june 2018				Jully 2018			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Hatua ya 1: Uthibitishaji wa RAP na uhamasishaji wa fedha												
Hatua ya 2: Mfano la buku la RAP ipewa kwa meya wa mji na kwa wanyampara wa mitaa uusika pia kwa watu kazalka												
Hatua ya 3: mukusanyo la ufafanuzi wa walio athirika na mradhi												
Hatua ya 4: Kusahihi kwa mkataba waa fidia inayoonyesha kiasi cha fidia, malengo ya fidia, wajibu kwa ma kundi la walioathirika na mradi												
Hatua ya 5: malipo la fidhia												
Hatua ya 6: Kuondolewa kwa maeneo na kufungwa kwa faili binafsi. Rasimu Ripoti ya utekelezaji wa RAP												

- **Ufuatiliaji na tathmini ya RAP**

Ufuatiliaji na Tathmini itazingatia maeneo matatu, ikiwa ni pamoja na:

- kwanza kwenye ufuatiliaji uliofanywa na CEP-O,
- pili ya kushughulika na ufuatiliaji wa ndani wa utekelezaji wa RAP. Itatongozwa na

NGO au Ofisi inayohusika na utekelezaji wa RAP, na tatu ya kushughulika na tathmini ambayo ni kufuatilia nje ya utekelezaji wa RAP na ambayo itafanywa na mshauri wa nje.

Lengo la tathmini ni kuhakikisha kuwa PAP zote zinasimamiwa kwa mujibu wa RAP na kwamba zimeanza shughuli za uzalishaji.

- **Mahojiano na ushauri wa Umma**

ulifanyika kuanzia November 1st hadi November 3th , 2018. Wa liwo usika ni baadhi la wa kaaji wote wa Kindu. Ifwatawo ulikuwa November 6th hadi 10th , 2018. Waliousika wakaaji walioathirika na mradhi. Na mwisho. Mshauri amewahimiza na ku wa kebesha wakazi kukaa tena kwenye utumwa wa barabara ambako pipe na bomba la maji litawekwa.

Kufuatia mahojiano na PAP, mapendekezo makuu yafuatayo yalifanywa:

- Ili upate upya mashamba yao baada ya kuwekwa kwa mtandao wa AEP na ili kuendelea na shughuli zao za uzalishaji wa fedha;
- Wajulishe wakaaji kabla ya kuanza kwa kazi ili wa kuchukue hatua muhimu za kuacha tovuti kwa muda;
- Malipo fidia yao kwa fedha;
- Fanya kazi ya ukarabati katika muda wa rekodi ili upate shughuli zao za kawaida;
- Utumizi kwa wafwanyakazi wa mgini
- Waongozo wa mjii usikina piya na shurudhi mbalimbali za malipo fidia

- **Gharama za malipo ya fidia**

Gharama kubwa za malipo ya fidia ni dola za marekani **98 136**, kama ilivyoonyeshwa katika jedwali hapa chini:

N°	Wajibu	Fedha (\$US)
1	Gharama za Fidia	73 315
2	Utekelezaji na uchunguzi wa kazi	5 900
3	Ukaguzi waki jamii wa kazi	10 000
4	Jumla ndogo	89 215
5	Kisiyotarajiwa (5%)	8 921
	Jumla kuu	98 136